



REVUE DES ETUDES MULTIDISCIPLINAIRES EN SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

Numéro 8

Janvier – Juin 2018

**Libéralisation du marché de la téléphonie mobile au Maroc**

**Liberalization of the Mobile Telephony Market in Morocco**

*Zineb HASSANI ALLAF, doctorante*

**Pr. Mohamed Drissi Bakhkhat**

FJES – Université Abdelmalek Essaadi  
Tanger

zineb-062@hotmail.com

### **Résumé**

Le secteur des télécommunications a connu à travers le monde une grande mutation à partir de la fin du XXe siècle. L'évolution rapide des technologies a donné lieu à une réforme institutionnelle et réglementaire qui a substitué des marchés concurrentiels à des monopoles publics.

L'objectif de cet article est de présenter l'expérience marocaine depuis la promulgation de la Loi N° 24-96 et le début de la libéralisation du secteur des télécommunications. Après un bref

historique des télécommunications au Maroc, on présente les principales étapes de la libéralisation du secteur de la téléphonie mobile qui a évolué d'un monopole étatique vers un marché concurrentiel à trois opérateurs. On présente ensuite les principaux leviers de régulation qui ont été utilisés par l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT), dont la portabilité des numéros, les tarifs de terminaison d'appels et le partage d'infrastructure. On termine par une évaluation des effets de ces leviers et par une interrogation sur l'évolution du secteur dans la perspective de la promulgation de la Loi N° 121-12.

**Mots-Clefs :** télécommunications, régulation, concurrence, portabilité des numéros, tarifs de terminaison, partage d'infrastructure.

### Abstract

The telecommunications sector has known around the world a great mutation since the end of the 20th century. The rapid evolution of technologies has given rise to an institutional and regulatory reform, which has substituted competitive markets to public monopolies. The objective of this article has been to present the moroccan experience since the promulgation of the law N° 24-96 and the liberalisation starting of the telecommunications sector. After a brief history of telecommunications, we present the process of the liberalisation of the mobile telephony sector, which has evolved from a state monopoly to a competitive market with three operators. Then, we present the regulation levers that have been used by the National Telecommunications Regulatory Agency (ANRT), including the number portability, the call termination tariffs and the infrastructure sharing. We conclude with an evaluation of the effects of these levers and the evolution of the sector in the perspective of the law N° 121-12.

**Keywords:** Telecommunications, regulation, competition, number portability, the call termination tariffs, the infrastructure sharing.

## 1. Introduction

Le secteur des télécommunications a connu à travers le monde une vaste réforme<sup>1</sup>. La majorité des pays de l'OCDE<sup>2</sup> ont exécuté la privatisation totale ou partielle des opérateurs de

---

<sup>1</sup> La réforme du secteur des télécommunications remonte au 8 janvier 1982. A cette date, AT&T a accepté le démantèlement du monopole de Bell. Depuis ce temps, la plupart des pays ont commencé la réforme.

<sup>2</sup> L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques.

télécommunications publiques et ont refondu les réglementations relatives à l'accès aux marchés des télécommunications. Cette réforme, à la fois institutionnelle et réglementaire, généralement expliquée par l'évolution croissante des technologies de télécommunications, a atténué les conditions naturelles auxquelles ce secteur devrait faire face auparavant et a contribué à la naissance d'un marché concurrentiel. La plupart des pays consacraient ces restrictions réglementaires à l'exception de l'Amérique du Nord, où la réglementation des monopoles privés était plus ancienne (Boylaud, Nicoletti, 2001). Les pays en voie de développement n'ont pas échappé au mouvement imposé par la société de l'information. A l'instar de nombreux autres marchés émergents, le marché marocain des télécommunications a enregistré des changements notables, le nouveau cadre réglementaire a révolutionné le secteur, en particulier, le segment de la téléphonie mobile. Un grand essor dû essentiellement, à l'instauration de la Loi N°24-96 et à la régulation pratiquée par l'ANRT<sup>3</sup>. Afin de mieux comprendre ce bouleversement institutionnel, il nous semble nécessaire de rappeler en premier lieu l'historique des télécommunications et de la téléphonie mobile tout en présentant le processus de libéralisation des télécommunications y compris la présentation de la Loi N° 24-96 relative à la poste et aux télécommunications. Cette Loi a renforcé les compétences de l'ANRT en matière de respect des principes de la concurrence. Nous allons aborder dans ce sens les principaux leviers de la régulation déployés par l'ANRT ainsi qu'une présentation des effets de cette régulation sur le secteur de la téléphonie mobile.

## 2. Historique des télécommunications au Maroc

L'histoire de la téléphonie marocaine a débuté en 1892 avec l'inauguration du premier service postal chérifien par Moulay Hassan 1<sup>er</sup> <sup>4</sup> dans le but de réformer l'administration des postes chérifiennes. Après et plus précisément en 1906, l'administration du Makhzen a adopté le régime du monopole sur les activités liées à l'exploitation de la Télégraphie par la création de la première administration des Télégraphes Chérifiens. Le Makhzen a intégré également la Poste, au sein d'une même administration en 1910, la même date, le Maroc a signé une convention avec les autorités françaises, cet accord a donné naissance à l'Office des Postes, des Télégraphes et des Téléphones.

---

<sup>3</sup> L'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications.

<sup>4</sup> La première liaison téléphonique a été installée en 1883 à Tanger, la liaison automatique interurbaine en 1932, la liaison par satellite en 1968, la commutation électronique en 1973 et la commutation numérique en 1976.

En 1924, Le premier Dahir relatif au monopole de l'Etat a vu le jour, il a eu comme matière la Télégraphie et la Téléphonie. Ce Dahir a été modifié après en 1949. Juste après l'indépendance du Maroc en 1956, la création du Ministère des Postes, Téléphone et Télégraphe qui a remplacé l'Office des Postes, des Télégraphes et des Téléphones, crée par le Dahir N° 1-56-269 du 26 octobre 1956.

La création en 1984 de l'Office National des Postes et Télécommunications (ONPT), fut un moment important, cet office donnera lieu après aux changements radicaux du secteur des télécommunications, l'office a été créé par Dahir portant Loi N° 1- 84-8 du 10 janvier 1984.

Le service de radio téléphonie mobile NMT (Nordic Mobile Telephone) a été lancé en 1987, date de généralisation de la première génération de la téléphonie mobile au Maroc, l'installation de la norme GSM<sup>5</sup> dans le pays a eu lieu en 1994, cette date coïncide avec le célèbre traité de Marrakech<sup>6</sup>, l'introduction de la téléphonie mobile avait comme objectif initial de garantir les meilleures conditions du déroulement de cet événement. Par conséquent, l'utilisation de cette technologie a connu un grand succès, elle a été généralisée à l'ensemble du Royaume.

C'est à partir de 1997, sous la pression notamment économique et technologique, que le droit des télécommunications au Maroc va être entièrement refondu, après l'adoption de la Loi N° 24-96 relative à la poste et aux télécommunications. Cette Loi et ses décrets d'application adoptent la libéralisation du secteur et donc la fin du monopole au Maroc. Comme résultat direct, l'année 1998 marquait deux réalisations historiques, la scission de l'Office National des Postes et des Télécommunications (ONPT) en deux entités distinctes, Maroc Telecom et Barid Al-Maghreb et La création d'une agence de réglementation autonome, l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT).

### **3. Libéralisation et réglementation du secteur des télécommunications**

Le secteur de télécommunications au Maroc était dominé par un opérateur historique. Le besoin de réforme, y compris la privatisation et la concurrence dans ce secteur stratégique a donné la voie à la première Loi des télécommunications au Maroc, le parcours a pris désormais

---

<sup>5</sup> En 1982 à Stockholm des ingénieurs de onze pays européens se sont réunis afin d'inaugurer le « GSM », un acronyme qui premièrement désignait leur propre groupe – Groupe Spécial Mobile, et un peu plus tard une vision beaucoup plus large – Global System for Mobile Communications (GSM), ou bien une norme numérique de seconde génération pour la téléphonie mobile.

<sup>6</sup> Visant à mettre en place l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), qui a débouché sur la création de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

sept ans de discussions pour une finalisation de texte actuel de la Loi N° 24-96 relative à la poste et aux télécommunications. Un développement important de la réglementation s'est poursuivi après.

### **3.1. La Loi N° 24-96<sup>7</sup>**

L'adoption de la Loi N° 24-96 constitue le véritable passage à la modernisation du secteur des télécommunications au Maroc. En effet, cette loi a dissout l'Office national des postes et télécommunications (ONPT), d'un cadre réglementaire moderne instaurant les conditions d'une libéralisation du secteur des télécommunications.

Cette division de l'ONPT a entraîné la création de trois entités juridiques distinctes, Itissalat Al-Maghrib (Maroc Telecom), société anonyme de droit privé, Barid Al Maghrib<sup>8</sup> (La Poste), établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière et l'Agence nationale de réglementation des télécommunications (ANRT), établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, dont la mission consiste essentiellement en la régulation du secteur des télécommunications.

L'objectif escompté à travers cette Loi est de doter le secteur des télécommunications marocain d'un cadre réglementaire efficace et transparent, d'associer le privé pour un meilleur rapport qualité- prix, d'offrir à l'économie nationale les moyens de communication basés sur des technologies en constante évolution de façon à accroître son ouverture et son intégration dans l'économie mondiale et l'objectif fondamental est de favoriser un mode de régulation fondé sur la transparence.

### **3.2. Processus de libéralisation**

Le processus de libéralisation des télécommunications au Maroc s'est poursuivi par l'adoption d'une série de décrets d'application, de notes d'organisations portant sur le fonctionnement de l'ANRT, l'interconnexion, les conditions générales d'exploitation des réseaux publics de télécommunications. On peut diviser ce processus en trois phases essentielles.

Première phase (1999-2004) : Après la promulgation de la Loi N° 24-96 et la création de l'ANRT qui a engagé le processus de libéralisation par l'attribution d'une licence pour un 2ème

---

<sup>7</sup> Loi N°24-96 relative à la poste et aux télécommunications promulguée par le dahir N°1-97-162 du 7 août 1997.

<sup>8</sup> Devenu, depuis novembre 2011, une société anonyme dont le capital est entièrement détenu par l'Etat.

réseau GSM à Médi Telecom <sup>9</sup>. L'opérateur historique Maroc Telecom, jusque-là unique opérateur de téléphonie fixe et mobile, mais également seul fournisseur d'accès à internet, a été ensuite privatisé pour devenir une société anonyme.

En 2004, la Loi N° 55-01, modifiant et complétant celle N° 24-96 a été adoptée. Cette Loi comportait de nombreux apports à la régulation du secteur en matière de respect des principes de la concurrence. Cette Loi a renforcé le rôle de l'ANRT en lui attribuant plus de prérogatives notamment en matière de régulation des litiges relatifs au respect des articles 6,7 et 10 de la Loi N° 06-99<sup>10</sup> sur la liberté des prix et de la concurrence. Ce transfert est expliqué par le non fonctionnement de Conseil de la concurrence à l'époque. La même année, la publication de la note d'orientation générale<sup>11</sup> pour la libéralisation du secteur des télécommunications pour la période 2004-2008. Cette note a précisé plus en détails les conditions de la libéralisation du secteur.

Deuxième phase (2005-2010) : En 2005, les décrets relatifs à l'interconnexion et aux conditions générales d'exploitation des réseaux publics de télécommunications ont été modifiés et complétés respectivement, par les décrets N° 2-05-770 et N° 2-05-771 du 13 juillet 2005 et l'adoption de décret N° 2-05-772 du 13 juillet 2005, relatif à la procédure suivie devant l'ANRT en matière de litiges, de pratiques anticoncurrentielles et d'opérations de concentration économique. Ce décret a été récemment modifié par le décret du 31 mai 2016 qui renforce les pouvoirs de l'ANRT en matière de pratiques anticoncurrentielles et de concentration.

Le rapport d'instruction de l'ANRT a signalé le manque de la concurrence entre les deux opérateurs, les tarifs restaient incomparables avec ceux observés dans certains pays de la région. Afin d'améliorer la qualité de service, une troisième licence mobile a été octroyée à Wana Corporate. Par conséquent, le service de la téléphonie mobile a connu une forte baisse des prix en raison de la réglementation par l'ANRT et de la concurrence entre les opérateurs, en

---

<sup>9</sup>La licence de réseau public de téléphonie mobile cellulaire de norme GSM a été attribuée en août 1999 à Médi Telecom pour un montant de 10, 836 milliards de dirhams. Médi Telecom a lancé son service en mars 2000.

<sup>10</sup>La Loi N° 06-99 de la liberté des prix et la concurrence a été mise en œuvre depuis 2001, le volet qui concerne le Conseil de la Concurrence est resté bloqué jusqu'à la nomination de ses membres par le Premier Ministre en janvier 2009. Pourtant son pouvoir était consultatif. Avec la réforme de la loi de la concurrence Loi N° 104-12, ses pouvoirs deviennent plus renforcés notamment les pouvoirs décisionnels en matière de concentrations et de pratiques anticoncurrentielles. Alors que la Loi est là, le Conseil de la concurrence s'est trouvé paralysé depuis 2013, incapable de remplir ses fonctions du fait de l'absence de ses membres.

<sup>11</sup> Des décisions ont été prises, la refonte du cadre réglementaire et l'adoption d'un calendrier de libéralisation permettant une concurrence effective entre opérateurs sur tous les segments des marchés fixe et mobile.

particulier après l'arrivée de Wana sur le marché<sup>12</sup>. Une deuxième note<sup>13</sup> d'orientation générale pour le développement du secteur des télécommunications à l'horizon 2013 a été publiée en février 2010, cette note trace plusieurs mesures de régulation visant l'intensification et le renforcement de la concurrence sur les différents segments de marché.

Troisième phase (à partir de 2011 jusqu'à aujourd'hui) : La deuxième note d'orientation a mis l'accent sur la généralisation de l'accessibilité aux services des télécoms voix et données par l'ensemble de la population. Parmi les actions phares entreprises dans le cadre de cette note il y'a lieu de citer l'adoption en 2012, du plan national haut débit(PNHD)<sup>14</sup> qui se fixe comme objectif, la généralisation de l'accès à l'Internet haut débit à toute la population sur un horizon de dix ans.

En 2014, un projet de Loi N° 121-12 modifiant la Loi N° 24-96 a été présentée par le ministre de l'industrie du commerce de l'investissement et de l'économie numérique au conseil du gouvernement, ce nouveau texte de loi apporte des nouveautés dont la principale concerne le partage d'infrastructures avec les opérateurs concurrents donnant ainsi la possibilité à tous les opérateurs d'offrir leurs services en s'appuyant sur l'infrastructure des concurrents.

L'année 2015 a enregistré deux événements importants, le lancement d'une nouvelle note d'orientation générale<sup>15</sup> pour la poursuite du développement du secteur des télécommunications à l'horizon 2018 et l'attribution d'une licence de téléphonie mobile de quatrième génération à chacun des trois opérateurs. Les principaux axes de la note 2018 portent sur l'encouragement de l'investissement, la consolidation du marché national des télécommunications, la poursuite du déploiement effectif du Plan National pour le développement du Haut et Très Haut Débit (PNHD) ainsi que le développement et la mise en œuvre de modèles favorisant la mutualisation des infrastructures.

---

<sup>12</sup> Le 30 octobre 2008, l'ANRT a lancé un appel à concurrence pour l'attribution d'une 3ème licence mobile GSM et l'ouverture des dossiers de candidature a eu lieu le 06 janvier 2009.

<sup>13</sup> Les évolutions technologiques s'orientent vers la convergence des réseaux et des services avec des besoins en débits de plus en plus importants d'où le recours à la deuxième note s'avère une priorité.

<sup>14</sup> La note promet l'élaboration d'un plan qui permet d'identifier les besoins et les infrastructures principales ou alternatives existantes ou potentielles, les mesures d'ordre réglementaire et les moyens de financement.

<sup>15</sup> Adoptée lors du Conseil d'Administration de l'ANRT tenu le 18 mars 2015.

#### 4. La régulation<sup>16</sup> et ses principaux leviers

La régulation du secteur des télécommunications dans un régime concurrentiel devrait assurer un bien-être collectif supérieur à celle qui prenait place dans un régime monopolistique (Laffont et Tirole, 2000). Si l'on veut que la concurrence offre un maximum d'avantages pour le consommateur ainsi que des innovations sur le marché des télécommunications, les entreprises de télécommunications qui cherchent à gagner des clients doivent partager leurs infrastructures et fournir aux concurrents un accès (William, Chairman, 1999).

L'intérêt de la régulation du secteur des télécommunications réside d'une part dans l'instauration et la mise en œuvre, à la place du monopole, d'une concurrence effective au bénéfice du consommateur (baisse des prix), cette concurrence permet la compétitivité favorable à l'investissement, (la croissance économique du pays), elle assure d'autre part l'accès de toutes les tranches de la population aux services des télécommunications et d'internet (service universel) évitant ainsi la fracture numérique de la société. Ce sont là les principaux objectifs pour lesquels a été instituée une instance de régulation dans le secteur des télécommunications. Le cadre légal qui régit le nouveau paysage des télécommunications au Maroc est défini par le titre 2 de la Loi N° 24-96 relative à la poste et aux télécommunications. Ce titre est consacrée à la création et l'organisation d'un établissement public dénommé l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT).

##### 4.1. L'ANRT

L'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT) a un champ d'action varié entre mission de participation à la préparation des actes législatifs et réglementaires régissant le secteur des télécommunications et des attributions nécessaires pour élaborer de sa propre initiative ou à la demande de l'autorité gouvernementale compétente, les propositions visant à adapter le cadre juridique, économique et sécuritaire dans lequel s'exercent les activités de télécommunications.

Dans le cadre de sa mission de réglementation du secteur, l'ANRT est chargée, de préparer les projets de lois, de décrets et d'arrêtés ministériels relatifs au régime juridique des activités des

---

<sup>16</sup> Dans le secteur des télécommunications, la régulation peut se définir comme l'application, par l'autorité compétente, de l'ensemble des dispositions juridiques, économiques et techniques qui permettent aux activités de télécommunications de s'exercer librement, ainsi que le prévoit la loi.



différents opérateurs intervenant dans le secteur des télécommunications. Pour ce faire, l'Agence est investie de pouvoirs de régulation juridique (préparation des projets de lois, décrets ou arrêtés, l'octroi des licences), technique (gestion des fréquences, contrôle de qualité de service) et économique (approuver les offres techniques et tarifaires d'interconnexion des opérateurs, résoudre les litiges entre opérateurs).

#### **4.2. Les leviers de régulation**

Personne ne peut nier l'évolution positive des principaux indicateurs du secteur qui a été, essentiellement, favorisée par la mise en place à partir de 2008, de leviers et de mesures de régulation. Ces derniers, ont visé le développement accéléré du marché des télécommunications, en particulier via le renforcement de la concurrence. Parmi ces leviers, il y'a lieu de citer la portabilité des numéros, le partage des infrastructures et la régulation de L'interconnexion.

##### **4.2.1. Portabilité des numéros<sup>17</sup>**

La portabilité des numéros constitue un des leviers de régulation pour renforcer les conditions d'une concurrence loyale. L'ANRT a décidé, en 2006, des dates de la mise en œuvre effective de la portabilité des numéros. Les opérateurs ont exprimé certaines difficultés techniques pour la mise en œuvre de la portabilité dans les délais. La disponibilité commerciale de la portabilité des numéros fixes et mobiles a démarré le 31 mai 2007. La réglementation impose aux opérateurs la transmission, sur une base mensuelle, des informations et statistiques relatives aux clients portés. Ainsi, les données transmises, arrêtées à fin décembre 2008, montrent que le nombre des numéros portés sur le marché national était faible. Seuls 7031 numéros de la téléphonie GSM ont été portés. Cette situation s'est expliquée par l'absence de communication ou de publicité des opérateurs sur ce nouveau service, la complexité de la procédure de coordination entre les opérateurs et le coût du service, en raison du mode de routage indirect qui impose aux opérateurs de réacheminer les appels et induit donc des coûts supplémentaires. Plusieurs décisions ont encadré, depuis 2006, le déploiement de ce levier dont l'objectif est d'accompagner sa mise en œuvre effective et progressive et de tenir compte des retours d'expériences (de la part des opérateurs et des clients). Mais malgré ces efforts, l'ANRT dans

---

<sup>17</sup> En téléphonie, la portabilité est la possibilité pour un abonné de conserver son numéro de téléphone en cas de changement d'opérateur.

son rapport annuel 2009 a noté l'existence d'un retard enregistré. Pour la relance effective de ce chantier, le régulateur a initialisé récemment une base de données centralisée de la portabilité des numéros (BDCPN)<sup>18</sup>, il s'agit d'un système de gestion des portabilités des numéros auquel devront s'interconnecter tous les opérateurs du marché. Cette base permettra de fluidifier les demandes de partage des numéros et de faciliter la gestion des demandes, un levier parmi d'autres, susceptible de consolider la concurrence dans le secteur (Voir graphique 7 ci-dessous).

#### 4.2.2. Partage des infrastructures

Dans les pays en développement, la téléphonie mobile joue un rôle important pour mettre les services à la portée d'une grande partie de la population. Or, pour accroître la pénétration des services mobiles surtout dans les zones lointaines, la tâche devient difficile. En effet, le coût élevé des infrastructures de réseau se traduit par une hausse des prix pratiqués par les opérateurs. Un problème qui se pose et qui rend tout investissement dans ces zones, une mission coûteuse. Pour ce faire, le partage d'infrastructure s'avère une réponse à ce problème, il permet de faire baisser le coût de mise en service des réseaux et il peut également encourager la migration vers de nouvelles technologies. En outre, il peut renforcer la concurrence entre opérateurs et fournisseurs de service lorsque des mesures de sauvegarde sont utilisées pour empêcher les comportements anticoncurrentiels. L'ANRT avait donc insisté sur ce levier, pour que les exploitants de réseaux publics de télécommunications puissent étendre leurs réseaux dans des conditions économiques optimales, le recours au partage des infrastructures de l'opérateur historique doit être rendue possible. Les dispositions de la Loi N° 55-01 spécifient le droit d'accéder à toutes les infrastructures et en fait obligation pour tous les opérateurs (Conseil de la concurrence, 2011). A ce jour, ce levier n'a pas atteint les objectifs escomptés, alors que le marché comprend une dizaine de milliers de sites. Cette situation est le résultat de l'absence de mesures obligeant les opérateurs à publier des catalogues de partage, elles représentent une contrainte majeure dans un marché où la concurrence par les infrastructures n'est plus le seul levier porteur au moment où les exigences de densification des réseaux sont importantes en raison des engagements de qualité de service.

---

<sup>18</sup> Une étude a été lancée en janvier 2016, visant l'élaboration des spécifications techniques et des modalités contractuelles pour la gestion de la BDCPN. Les opérateurs seront consultés pendant un mois pour émettre leurs commentaires et propositions au sujet des spécifications techniques, financières, administratives, contractuelles et opérationnelles pour l'installation, le déploiement et l'exploitation de la BDCPN. A l'issue de ces consultations, l'ANRT lancera un appel à manifestation d'intérêt pour sélectionner un gestionnaire de la BDCPN et son déploiement.

En août 2013, l'ANRT a entamé par décision la conciliation, du litige sur le partage des infrastructures entre d'une part Maroc Telecom et Médi Telecom, d'autre part Wana et Maroc Telecom. En 2014, l'ANRT a assuré le suivi de l'application de ladite décision à travers, notamment, la révision des contrats de partage, l'identification des motifs de refus du partage ainsi que le contrôle des sites ayant fait l'objet de ces refus. Toutefois, malgré les différentes actions menées par l'ANRT, les résultats obtenus restent en dessous des attentes.

Le partage des infrastructures est un obstacle entre Maroc Telecom et les autres opérateurs qui durent depuis juillet 2008. Un contentieux qui est resté au point mort pendant presque sept ans. Il aura fallu l'intervention du régulateur en octobre 2015 pour débloquer la situation en imposant un cahier des charges de dégroupage<sup>19</sup> à l'opérateur historique.

#### 4.2.3. L'interconnexion.<sup>20</sup>

La procédure de mise en œuvre du droit du nouvel exploitant à l'interconnexion est annoncée par le règlement<sup>21</sup>, chaque exploitant peut faire la demande à un autre exploitant pour l'interconnexion de leurs réseaux. A un premier niveau d'analyse, les accords d'interconnexion constituent des décisions stratégiques qui se situent en amont du jeu concurrentiel, les choix d'interconnexion ont une influence déterminante sur la diversité des services proposés, leur qualité et leurs prix. Elles conditionnent aussi la rentabilité des opérateurs et donc leur viabilité sur le marché des télécommunications. Que les opérateurs s'interconnectent de manière volontaire ou par obligation légale et réglementaire, ils doivent dans les deux cas convenir des modalités techniques et financières pour concrétiser la prestation d'interconnexion<sup>22</sup>. La question qui se pose est la détermination de la part du prix à verser au cocontractant. Les conditions techniques et tarifaires d'interconnexion doivent en principe se négocier directement

---

<sup>19</sup> Prenons par exemple Orange, qui à l'exception du segment des entreprises ne fait aucune offre sur le marché du fixe résidentiel, si ce marché n'est pas rentable c'est parce que le prix de location facturé par IAM est de 100 DH pour chaque ligne dégroupée, un prix jugé élevé et ne laissant pas assez de marge. Autrement dit, IAM décourage ses concurrents de rivaliser avec elle en rendant l'accès à ses infrastructures très coûteux. Et quand bien même les concurrents accepteraient de payer les droits d'entrée, l'opérateur historique refuse de les partager avec eux.

<sup>20</sup> L'interconnexion est le raccordement des réseaux de deux opérateurs en vue de permettre à l'ensemble de leurs abonnés de communiquer librement entre eux. Le législateur donne aux opérateurs nantis de la licence, droit à l'interconnexion, ce qui implique la possibilité des nouveaux opérateurs de bénéficier de l'interconnexion, reste à savoir à quelles conditions. Elle est régie par la loi n°24/96 relative à la poste et aux télécommunications et le décret n°2-97-1025 relatif à l'interconnexion des réseaux de télécommunications.

<sup>21</sup> L'article 11 de la Loi N° 24-96. « L'obtention d'une licence emporte de plein droit l'accès à l'interconnexion ».

<sup>22</sup> Généralement, chaque opérateur perçoit directement les prix de communication auprès de ses abonnés et en reverse une partie à l'opérateur qui va prendre en charge la terminaison du service ou de la communication.

entre les exploitants mais en pratique l'ANRT intervient très souvent, soit lorsque les négociations butent sur une difficulté et l'un des exploitants saisit l'agence afin que celle-ci trouve une solution soit, lorsqu'un des exploitants exerce une influence significative sur un marché particulier, dans ce cas l'agence opère la régulation asymétrique qui consiste à imposer à l'opérateur puissant des obligations visant à limiter sa domination sur un segment de marché et ce, pour permettre aux nouveaux opérateurs d'être en position de le concurrencer. Dès l'année 2000, la question de l'interconnexion au Maroc s'est posée et il s'agissait, non seulement de partage de revenu généré lors des communications inter-opérateurs, mais aussi de stratégie concurrentielle et de problématique de régulation. Les discussions et les négociations concernant les tarifs d'interconnexion ont souvent tourné en faveur de Maroc Telecom. En mars 2017, une nouvelle décision de l'ANRT a changé le paysage de ce levier au profit des autres opérateurs en l'occurrence Méditel(Orange) et Inwi (Voir graphique 8 ci-dessous).

## 5. Les effets de la régulation

La libéralisation et la régulation des télécommunications ont porté leurs fruits sur plusieurs plans. En termes de prix, ils ont substantiellement baissé, les tarifs de communication de la téléphonie mobile ont enregistré des baisses importantes, à titre d'exemple : Les tarifs d'accès au réseau GSM de Maroc Telecom en 1994 était 1500 DH, en 2001 et juste après l'entrée de Médi Telecom, ces tarifs ont été stabilisés à 100 DH. Mais cet indice du mobile n'a connu une révolution significative qu'après l'entrée sur le marché du troisième opérateur mobile Wana Corporate.

En termes d'offre de produits et de couverture du territoire, les détenteurs de mobile sont passés de 364 000 en décembre 1999 à plus de 122 millions en décembre 2017, avec une couverture de plus de 99%<sup>23</sup>.

En ce qui concerne la qualité de service<sup>24</sup> rendue par les exploitants de réseaux publics de télécommunications (ERPT). L'ANRT mène régulièrement sur des échantillons représentatifs, des campagnes de mesures et des relevés d'indicateurs de qualité de service. Ces indicateurs permettent, essentiellement, de vérifier l'accessibilité du service, sa continuité, sa disponibilité

---

<sup>23</sup> Programme PACTE (Programme de Généralisation de l'accès aux moyens des Télécommunications) au 31 décembre 2015.

<sup>24</sup> Le suivi de cette qualité s'effectue selon deux approches : L'analyse des tableaux de bord mensuels comportant des indicateurs clés de performance dits KPI (Key Performance Indicator) ou ceux soumis à la demande de l'ANRT lors d'événements importants ou exceptionnels.

et sa fiabilité. Ils couvrent aussi bien la voix (taux d'échec, de coupure, de réussite) que les transmissions de données (délai de connexion, délai de téléchargement, taux de réception, débit de transmission, taux d'erreurs de données). D'une manière globale, ces indicateurs visent à garantir un niveau satisfaisant de la qualité de service aux clients.

Au niveau économique<sup>25</sup>, ceci s'est traduit par des investissements importants de compagnies étrangères dans le marché marocain des télécommunications qui ont eu un impact direct sur l'emploi et sur les recettes. A cet égard, Vivendi Universal a payé 23 milliards de DH pour la prise de contrôle de 35% du capital de Maroc Telecom. Le consortium Médi Telecom a payé 11 milliards de DH pour obtenir la deuxième licence GSM au Maroc. Pour les licences 3 G et 4 G, le montant des contreparties financières des trois opérateurs a dépassé 3 milliards<sup>26</sup>. Par ailleurs, la bonne conduite de la régulation nécessite de disposer également d'un certain nombre d'indicateurs permettant de mesurer de manière objective et détaillée les déterminants du marché. Ces indicateurs reflètent l'état précis de secteur, ils concernent à titre d'exemple : les parcs d'abonnés, les parts de marché, les consommations, le revenu moyen par minute (ARPM)<sup>27</sup> et l'usage moyen par client mobile (ARPU)<sup>28</sup>. Le suivi régulier de ces indices aidera aux bonnes décisions futures visant le développement du secteur. (Voir les graphiques ci-dessous)

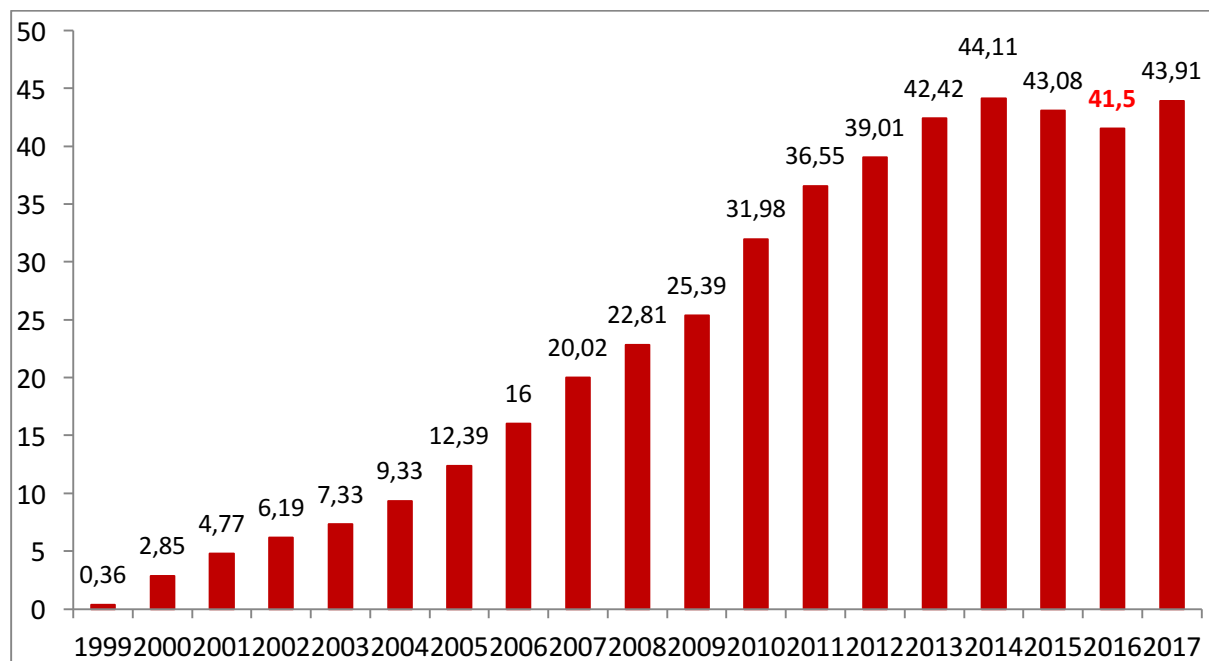
---

<sup>25</sup> L'opérateur historique, coté en bourse, est seul obligé à rendre ses chiffres publics. Médi Telecom le fait mais pas régulièrement. Inwi a choisi de faire l'impasse sur son résultat net. Difficile dans ces conditions de se faire une idée nette sur ce que pèse vraiment le marché des télécoms au Maroc.

<sup>26</sup> Les rapports d'instruction de l'ANRT.

<sup>27</sup> Average Revenue Per Minute.

<sup>28</sup> Average Revenue Per User.

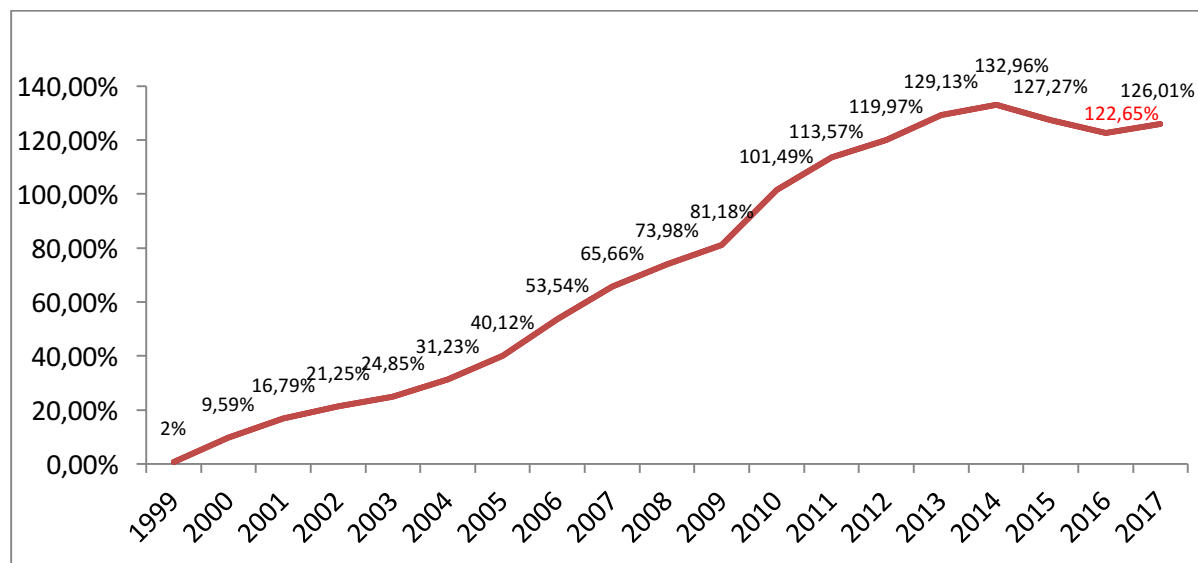
**Graphique 1 : Evolution du parc global de la téléphonie mobile (en millions) -1999 à 2017**

**Source :** Travail de l'auteur en utilisant les rapports annuels de l'ANRT.

Les chiffres clés publiés par l'ANRT depuis 1999, révèlent une forte croissance, notamment pour le segment prépayé<sup>29</sup>. Cette expansion rapide a permis d'atteindre plus de 43 millions de clients à fin 2017. Une hausse de l'ordre de 2,41% par rapport à l'année 2016 après une série de baisse qui ont marqué les dernières années, entre 2014 et 2016, le parc global d'abonnés est passé de 43,38 millions à 41,44 millions, une perte de 2 millions d'abonnés expliquée par la modification qu'a connu ce secteur au niveau de mode de comptabilisation des abonnés et la perte des abonnés de l'opérateur Inwi ( plus de 2 millions). Le parc mobile prépayé a connu une baisse à fin 2016 pour s'établir à 38,53 millions d'abonnés, un recul de 5,24% par rapport à fin 2015 mais un retour à la hausse a marqué la fin de 2017. Le parc postpayé<sup>30</sup> affiche quant à lui une hausse stable, 10,59% entre fin 2015 et fin 2016, et 9,36% entre fin 2016 et fin 2017.

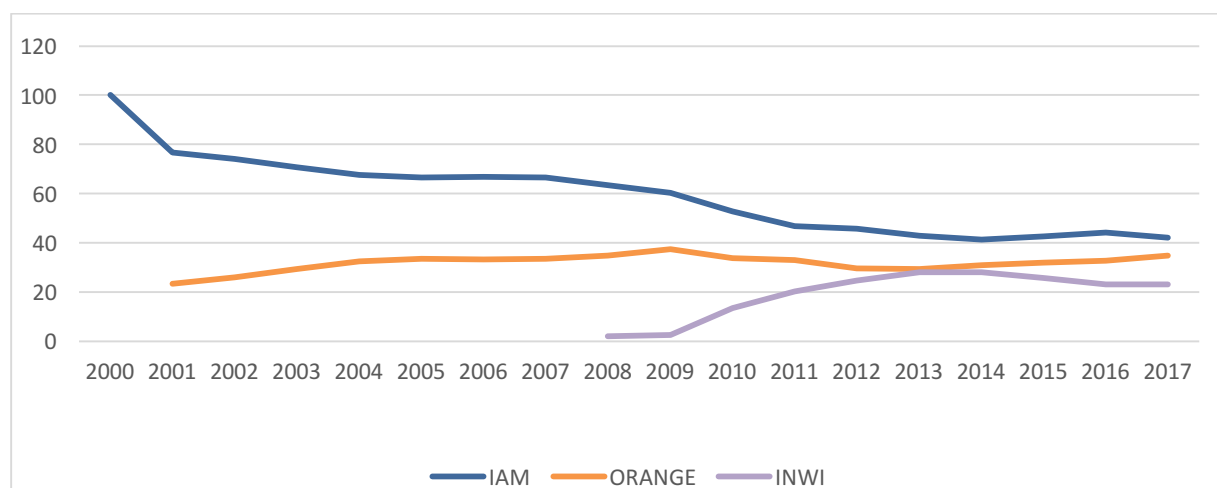
<sup>29</sup> Le prépayé est caractérisé par la maîtrise du budget, un choix populaire offrant une grande flexibilité, le client sait en avance le montant à payer.

<sup>30</sup> Le postpayé est caractérisé par un mode d'accès sous forme de souscription, configuration ou abonnement.

**Graphique 2 : Evolution du taux de pénétration de la téléphonie mobile (en%) - 1999 à 2016**

**Source :** Travail de l'auteur en utilisant les données de l'ANRT (tableaux de bords).

Le taux de la pénétration de la téléphonie mobile a connu une expansion depuis l'an 1999 passant de 0,68% à 126,01% à fin 2017, il se consolide en enregistrant de légères hausses entre 2010 et 2015 passant de 101,49% à 127,27%, cette augmentation est due à la concurrence engendrée après l'entrée de nouvel arrivant sur le marché mobile. Le taux a signalé l'alarme d'une baisse à fin 2015 et 2016 pour la première fois. Une réanimation reprise par la hausse signée à fin 2017.

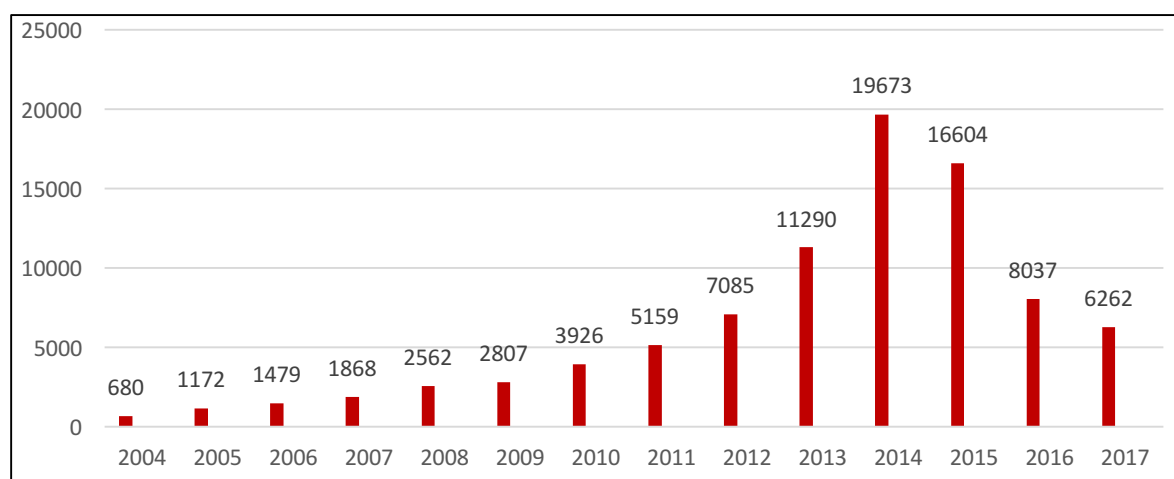
**Graphique 3 : Parts de marché de la téléphonie mobile selon le nombre de clients (en millions) - 1999 à 2017**

**Source :** Travail de l'auteur en utilisant les données de l'ANRT (les parts de marché et le nombre des abonnés).

Depuis l'entrée de deuxième opérateur, les parts ont connu une certaine stabilité, autour des deux tiers 2/3 pour Maroc Telecom et un tiers (1/3) pour Méditel surtout entre 2004 et 2008,

cependant l'année 2010 était prometteuse pour le troisième opérateur Inwi qui après le lancement de son GSM a pu bouleverser tous les calculs, une perte de 12,14 % de parts est enregistrée chez IAM alors que Méditel (Orange) a perdu 9,47% . Mais malgré ce changement, IAM mène toujours la course, suivi d'Orange et d'Inwi. Une concurrence s'est vue intense entre ces deux derniers opérateurs alors que l'opérateur historique est resté dans une position de leader. Néanmoins, des surprises sont toujours présentes, l'année 2017 a caractérisé le retour d'Orange qui a retiré quelques parts de l'opérateur IAM tandis que l'opérateur Inwi est resté dans une situation stable. Orange s'éloigne d'Inwi et s'approche d'IAM, l'écart entre leurs parts se réduit fortement 34,79 % contre 42,13 %.

**Graphique 4 : Trafic voix sortant du Mobile (en milliards de minutes) -2004 à 2017**

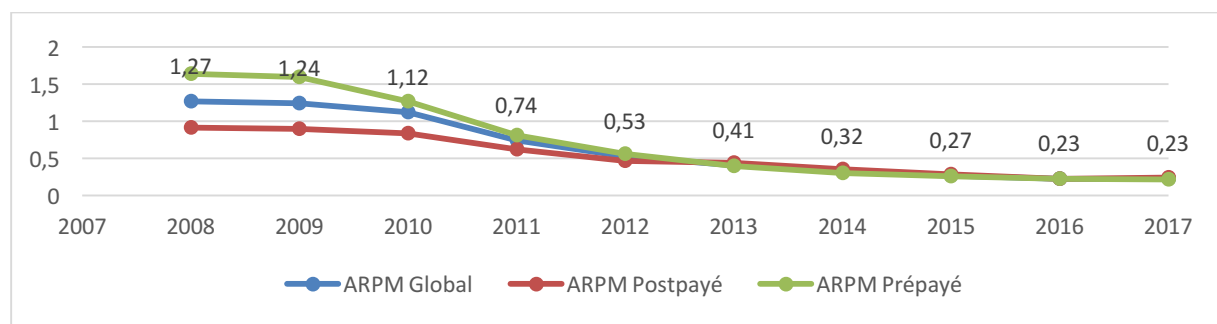


**Source :** Travail de l'auteur en utilisant les données de l'ANRT (tableaux de bords).

Avant l'année 2005, les données concernant le nombre des minutes consommées étaient mixtes à la fois appels vocaux, SMS et Fax. En 1998 ce nombre a atteint 4,8 Milliards de minutes, en 2003 le volume a enregistré 6,8 Milliards de minutes et 7,5 Milliards en 2004, une année avant la séparation des segments.

Un accroissement soutenu des volumes de minutes sortantes a été observé, favorisé principalement par la baisse significative des prix. Le trafic voix sortant du mobile a dépassé 57 milliards de minutes en 2016, enregistrant une croissance d'environ 8,95% par rapport à 2015. Cependant une baisse est survenue en 2017 expliquée par la nouvelle réglementation appliquée au niveau des tarifs de terminaison de Maroc Telecom, une baisse de 20 % par rapport aux autres concurrents à partir de premier Mars 2017. A signaler que l'entrée de troisième opérateur Inwi, entre 2010 et 2011, a provoqué une croissance notable et exceptionnelle, une hausse de 65,5% passant de 14 milliards à 23,31 milliards de minutes.



**Graphique 5 : Evolution du revenu moyen par minute (ARPM) en (DHHT/min) -2008 à 2017**

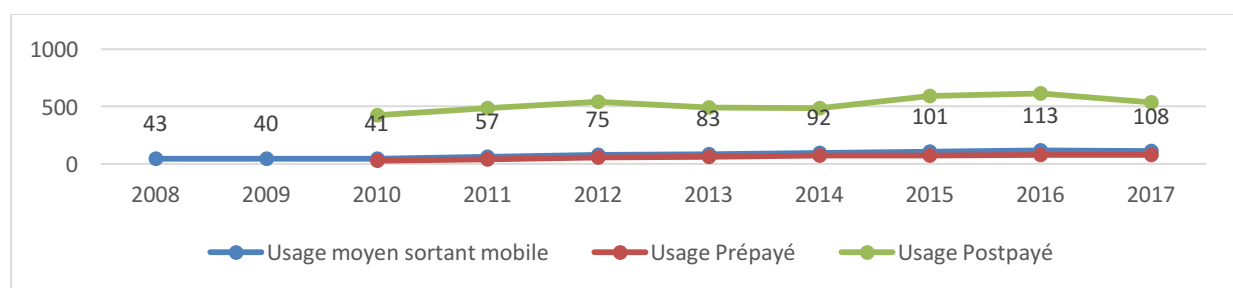
**Source :** Travail de l'auteur en utilisant les données de l'ANRT(tableaux de bords).

L'ARPM est passé de 1,27 DHHT/min à fin 2008 à 0,23 DHHT/min à fin 2017 marquant une baisse de 81,8%.

Les tarifs ont chuté de près de 79% par rapport à 2010. Pour le prix des communications en postpayé, il a enregistré un déclin de 73,90% en passant de 0,92 DHHT/min à fin 2008 à 0,24 DHHT/min à fin 2017. Quant au prix des communications en prépayé, une baisse de 86,5% a été enregistrée depuis 2008.

Les baisses sont assez homogènes sur les deux segments du fait de la combinaison de plusieurs facteurs. On peut citer pour le postpayé, le changement progressif du mode de consommation chez le client marocain, porté essentiellement par les nouvelles offres à bas prix, lancées par les trois opérateurs mobiles et qui proviennent principalement de l'augmentation des gratuités. Pour le prépayé, les effets de la pérennité des recharges multiples et l'impact de mode de facturation à la seconde.

Cette baisse accélérée des prix a permis au parc postpayé de dépasser le prépayé pour la première fois. Cette montée est expliquée par la diversité et l'adaptabilité des offres postpayées proposées qui sont abordables aussi aux utilisateurs de petit budget.

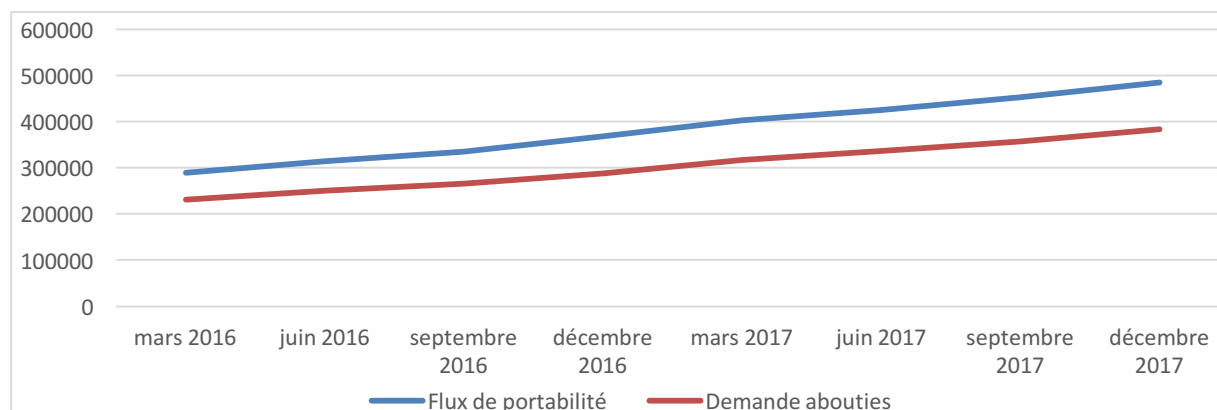
**Graphique 6 : Evolution de l'usage moyen sortant mobile (minutes/client/mois) - 2008 à 2017**

**Source :** Travail de l'auteur en utilisant les données de l'ANRT(tableaux de bords).

Le développement du marché de la téléphonie mobile se manifeste, également, par une forte augmentation de l'usage moyen mobile mensuel par client mobile, cet indicateur s'est apprécié

entre 2008 et 2017 en passant de 43 minutes/client/mois à 108 minutes/client/mois, soit une croissance qui a grimpé de près de 151%. Cette performance est due aux offres et promotions qui encouragent de plus en plus les clients marocains à plus de consommation.

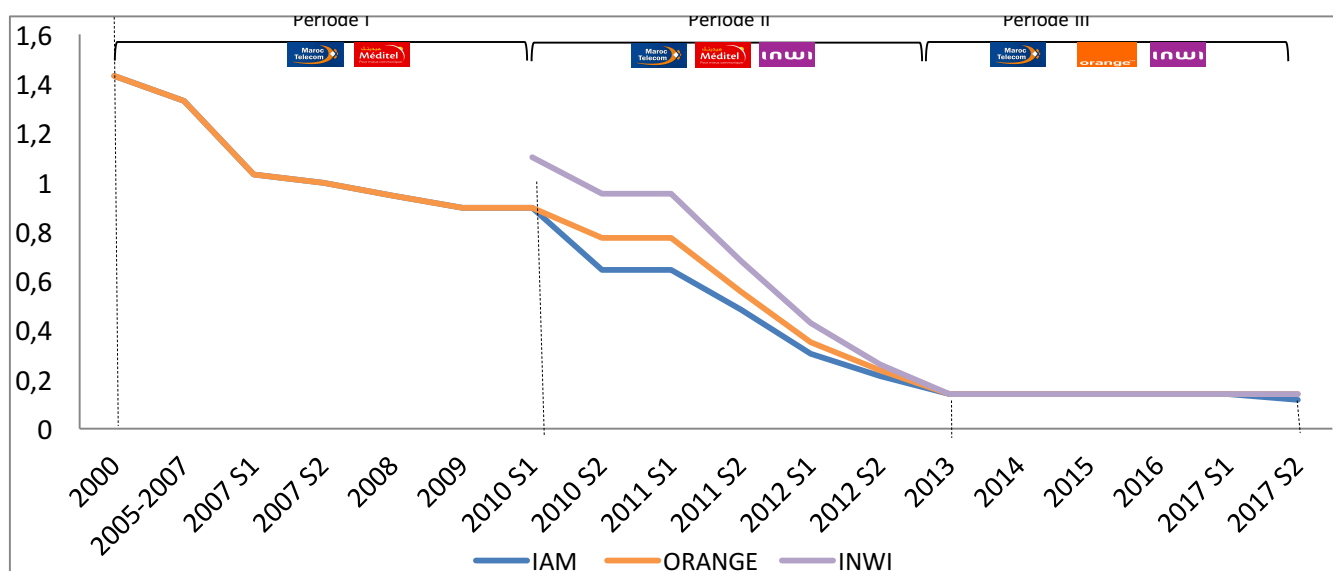
**Graphique 7 : Evolution des flux et des demandes de portabilité - mars 2016 à décembre 2017**



Source : Observatoire de l'ANRT

Le calendrier de mise en place de la base de données centralisée de la portabilité (BDCPN). La publication publique des données a débuté en Mars 2016. Les flux de portabilité est en croissance continue et le taux des opérations réussites varie entre 78% et 79%.

**Graph 8 : Evolution des tarifs de terminaison<sup>31</sup> mobiles au Maroc - 2000 à 2017**



Source : Travail de l'auteur en se basant sur les décisions de l'interconnexion de l'ANRT

Une baisse significative des tarifs de terminaison a été enregistré entre 2000 et 2017. Ces tarifs ont passé de 1,4311 DHHT/min à 0,1399 DHHT/min marquant ainsi une baisse de 90,28%.

<sup>31</sup> Les tarifs de terminaison ou les terminaisons d'appel.

La période I, caractérisée par une période de symétrie des tarifs, le maintien d'une approche symétrique a été bénéfique pour l'exploitant le plus dominant (Maroc Telecom). L'instauration d'un encadrement pluriannuel entre 2007-2009 et le maintien de la symétrie tarifaire pour le réseau mobile 2G était une décision prise par le régulateur pour répondre aux multiples litiges survenus entre les opérateurs Maroc Telecom et Médi Telecom. Pour cette décision, l'ANRT a pris en considération la différence entre la structure des coûts des deux opérateurs, en particulier la charge supportée par Médi Telecom au titre de la contrepartie financière de sa licence.

La Période II, Une autre modification s'ajoute par l'introduction d'une asymétrie tarifaire sur la période 2010-2013, la décision d'asymétrie a été imposée à cause des litiges tarifaires qui ont opposé l'ANRT aux opérateurs. En effet, les pratiques de discrimination tarifaire entre les appels à l'intérieur du même réseau et les appels entre des réseaux différents ainsi que la permanence des offres promotionnelles ont favorisé l'internalisation du trafic, entraînant ainsi une réduction au niveau de l'intensité concurrentielle entre les opérateurs.

La période III, Depuis l'année 2013, le retour à la symétrie des tarifs entre les trois opérateurs, une stabilité au niveau de ces tarifs à 0,1399 DHHT/min jusqu'à fin février 2017.

A partir de premier mars 2017, l'ANRT a réinstauré une asymétrie sur les terminaisons d'appels mobiles de Maroc Telecom au profit des autres opérateurs concurrents. Ce tarif payé par Orange et Inwi a connu une baisse de 20% pour atteindre 0,1169 DHHT/min. Ce changement a reformulé le paysage des tarifs de terminaison qui restaient fixes depuis 2013.

## **6. Conclusion**

L'évolution de la situation du marché de la téléphonie mobile sur la période 1999-2017 fait ressortir une amélioration significative des différents indicateurs d'usage, de parcs et de prix, en particulier, après l'entrée en vigueur de troisième opérateur. Cette performance est le résultat de la réforme menée par le Maroc pour améliorer ce secteur stratégique. Cependant, cette réforme a imposé un standard réglementaire devant favoriser l'avènement d'un mode de régulation fondé sur la transparence, la libre concurrence et l'équité. Seulement, ces objectifs peinent à être institutionnalisés, la mise en conformité formelle du cadre réglementaire n'a pas empêché l'apparition et la persistance de pratiques anticoncurrentielles. Les limites de la capacité de régulation se sont également manifestées par des délais trop longs de prise et

d'exécution des décisions, comme preuve, le projet de Loi N° 121-12 <sup>32</sup>modifiant la Loi N° 24-96 qui a été présentée au parlement depuis Janvier 2014, le texte devrait combler quelques lacunes législatives et réglementaires du secteur afin de l'adapter aux évolutions du marché et des technologies<sup>33</sup>, le nouveau texte réglementaire reste à point mort et peine à voir le jour. Avec l'enjeu financier<sup>34</sup> que représente cette réforme et dans l'absence d'explication rationnelle de son blocage, une interrogation se pointe sur l'existence des dysfonctionnements qui empêchent toute concurrence loyale. Pour ce faire, l'achèvement de la libéralisation des télécommunications au Maroc suppose un renforcement des mécanismes de régulation, une redéfinition du champ d'intervention des politiques publiques et un renforcement de l'indépendance de l'autorité de régulation.

---

<sup>32</sup> Ce texte vient avec beaucoup de nouveautés pour le secteur.

✓ Réguler la relation entre les opérateurs et les clients

Le maximum d'informations devra être porté dans le contrat qui lie les deux parties pour éviter tout problème.

✓ Réguler les relations entre les opérateurs

Particulièrement le partage des infrastructures, le projet propose des mesures pour donner plus de pouvoir au régulateur pour imposer les conditions du partage.

<sup>33</sup>Le rythme est accentué avec l'octroi des licences 4 G et la nouvelle destination dessinée par la note générale 2014-2018.

<sup>34</sup> A titre d'exemple, le chiffre d'affaires du mobile au Maroc plonge de plus de 500 MDH entre le semestre I 2016 et le premier semestre 2017.

## 7. Bibliographie

Drissi Bakhkhat, M. (2011). *La politique de la concurrence dans les pays développés*. Revue Marocaine d'Administration Locale et de Développement (REMALD).

Hibou, B. Tozy, M. (2002). *De la friture sur la ligne des réformes : La libéralisation des télécommunications au Maroc*. Critique économique n° 7.

Boylaud, O. Guiseppe, N. (2001). *Le secteur des télécommunications, structure du marché et performance*. Revue économique de l'OCDE N° 32.

Curien, N. (2000). *Economie des réseaux*. Paris: La Découverte.

Dang Nguyen, D. (2000). *Economie des télécommunications et de l'Internet*. Paris: Economica.

Gentzoglanis, A. Sandberg, N. Shorr, S. (2001). *Une réglementation efficace. Etude de cas : le Maroc*. Genève: l'Union Internationale des Télécommunications.

Hassani Allaf, Z. (2017). *Libéralisation et régulation des télécommunications au Maroc*. Revue Droit et entreprise N° 4.

Intven, H. (2000). *Vue d'ensemble de la réglementation des télécommunications*. La Banque mondiale.

Mezouaghi, M. (2005). *Libéralisation des services de télécommunications au Maghreb*. AFD (agence française de développement). Note et documents N° 23.

Tirole, L. Laffont, J. (2000). *Competition in Telecommunications*. Cambridge: MIT Press.

(2002). *Développement des télécommunications dans le monde*. Réinventer les télécoms. UIT.

(2004). *Morocco, developing competition in telecommunication*. The World Bank. Global information and communication technologies department.

(2008). *Partager l'infrastructure pour développer la connectivité*. Nouvelles de l'UIT N° 2.

Rapports annuels de l'ANRT, notes d'organisation générales, communiqués officiels, les tableaux de bord de l'ANRT, les décisions de l'ANRT portant sur l'interconnexion et sur les tarifs de terminaison.

Rapports annuels de Maroc Telecom et les documents de références.

Textes réglementaires liés aux télécommunications au Maroc.